

Je condamne devant vous la politique de protection comme étant un esclavage ; oui esclavage ; et je donne à ce mot la même signification que comportait l'esclavage aux États-Unis. Notre politique est, liberté au commerce, comme elle existe en Angleterre, telle qu'elle est pratiquée dans la Grande-Bretagne. Je demande que nous suivions l'exemple de l'Angleterre, et que nous ouvrons nos ports aux produits du monde entier.

En septembre 1893, d'après le compte rendu du *Globe*, M. Laurier disait à New-Market :—

Je ne serai pas satisfait tant que le dernier vestige de la politique de protection n'aura pas été arraché du sol canadien. Voilà le but vers lequel nous tendons, voilà l'objet que nous avons en vue, et nous ne prendrons pas de repos jusqu'à ce que nous ayons accompli ce programme. Quand cela arrivera-t-il, je ne prétends pas pouvoir le dire en ce moment, mais dans tous les cas j'affirme que les réformistes du Canada ont des réformes à accomplir, mais la plus grande que nous ayons, est d'enlever du sol du Canada le dernier vestige de la protection.

Le 4 septembre 1894 M. Laurier disait à Winnipeg, d'après le compte rendu du *Globe* de Toronto :—

Et maintenant, je vous demanderai : quelle est la politique du parti libéral ? Je parle de la liberté commerciale telle qu'elle existe en Angleterre, de la liberté commerciale telle qu'elle est pratiquée dans la Grande-Bretagne, de la liberté commerciale telle qu'elle était en vogue au temps de Cobden et de Bright. Nous vous donnerons le libre-échange, et bien que la lutte doive être ardente, nous ne céderons pas un pouce, nous ne reculerons pas d'une semelle jusqu'à ce que nous ayons atteint l'objet de nos desirs et cet objet c'est la politique de libre-échange semblable en tout à celle qui existe aujourd'hui en Angleterre.

En 1893, à Waterloo, M. Laurier disait :

Nous prélèverons des taxes pour des fins de revenu, mais nous ne demanderons pas un sou au point de vue protecteur. L'impôt est un mal que rien ne peut justifier à part des nécessités de l'État. Lorsque nous serons au pouvoir, — et je n'entends pas vendre la peau de l'ours tant qu'il ne sera pas mort, cependant m'est avis que l'ours tory est à la veille d'être écorché, — nous débarrasserons le peuple du système protecteur, qui est une fraude, un mirage trompeur et un vol. En effet c'est un vol que de prendre l'argent dans le gousset d'un homme et de le mettre dans celui d'un autre. Il n'est pas juste que les cultivateurs soient taxés afin de procurer de l'ouvrage aux ouvriers employés dans les villes. Il n'est pas juste de taxer les ouvriers afin de hausser les prix des produits agricoles.

Le 17 septembre 1895 M. Laurier disait dans le village d'Arthur, à Wellington-nord :—

On a prétendu que la protection était avantageuse au Canada, mais elle a été un poison et une malédiction pour le pays. Puis, sir John Thompson a déclaré à Montréal que le tarif serait réformé, mais que ces Messieurs maintiendraient intact le principe de la protection. Cela, ajouta M. Laurier, ne pouvait en

aucune manière être considéré comme une réforme. Le système protecteur est mauvais dans son essence même. . . . Les libéraux repoussent ce système, ils déclarent que c'est une fraude et un vol pratiqués au préjudice du peuple canadien. L'objet que le parti libéral cherche à atteindre est la liberté commercielle telle qu'elle existe de l'autre côté de l'océan, dans la mère-patrie.

Est-il surprenant que, lorsque sir Wilfrid Laurier, le Premier Ministre du Canada, exprima en Angleterre des idées comme celles-là, elles aient été accueillies avec faveur, et est-il étonnant que les gens là-bas aient pu croire qu'il était autorisé par le Canada et avait obtenu des électeurs la permission d'énoncer des sentiments comme ceux qui ont caractérisé son discours à son arrivée là-bas ?

Je remarque que dans l'un des discours prononcés l'autre jour par un député de l'opposition dans la Chambre basse, il y a été déclaré que le Premier Ministre n'avait pas le droit d'exprimer au nom du Canada des opinions libres échangeistes. Je ne partage pas cet avis et je conteste sa manière de voir sur ce point. Je crois que d'après les énoncés et le résultat des élections, le peuple anglais avait raison de croire que le Premier Ministre était sincère dans ses opinions et qu'il apportait toute l'honnêteté possible dans ses déclarations, qu'ils les appliquerait comme le parti conservateur avait appliqué les siennes en 1878, lorsqu'il avait adopté la politique nationale.

Je n'ai jamais oublié une remarque qui me fut faite par un membre important du parti libéral, après que sir Léonard Tilley eut prononcé son premier discours en 1879, au cours de la première session convoquée immédiatement après les élections de 1878. L'un de ces Messieurs m'aborda dans le corridor de la Chambre et me dit : " Bien, Bowell, vous avez été jusqu'au bout ? " Je répliquai : " Que voulez-vous dire par là ? " Il me répondit : " Vous avez adopté la protection dans son entier. " Je répliquai : " N'avons-nous pas dit à la population du Canada que si nous nous triomphions c'était ce que nous ferions ? " " Ah ", dit-il " je n'ai jamais cru que vous le feriez : " Bien, " dis-je, " c'est précisément là la différence qu'il y a entre vous autres et le parti auquel j'appartiens. "

Dix-huit ans plus tard nous avons eu un exemple de la vérité de cet énoncé. Les libéraux se présentèrent devant la population avec des engagements formels en faveur d'une certaine politique, ayant pro-